

## Entretien avec Jean Sévillia.

Article rédigé par Vincent Trémolet de Villers, le 28 septembre 2016



[Source : La Faute A Rousseau]

À l'occasion de la sortie d'un recueil de trois essais, Jean Sévillia a accordé au FigaroVox [26.09] un entretien où il revient sur l'historiquement correct et le moralement correct qui pèsent plus que jamais sur notre société. Mais il ne doute pas d'une « renaissance future ». *LFAR*

Vous publiez en un recueil trois essais historiques et politiques: «*Historiquement correct*», «*Moralement correct*» et «*Le Terrorisme intellectuel*». Commençons par ce dernier, dont la première parution date de l'an 2000. Seize ans plus tard, le terrorisme intellectuel a-t-il disparu, et sinon quelles sont ses nouvelles formes ?

Il suffirait d'évoquer quelques manifestations toutes récentes du terrorisme intellectuel, ce que je fais dans la préface de ce volume qui réunit des textes plusieurs fois déjà réédités et actualisés, pour constater que, non seulement le phénomène n'a pas disparu, mais qu'il sévit plus que jamais. Faut-il rappeler les attaques subies au cours des dernières années, pour ne retenir que quelques figures en vue, par les philosophes Alain Finkielkraut ou Michel Onfray, par le journaliste Eric Zemmour, par le comédien Lorànt Deutsch ou par le romancier Michel Houellebecq ? Faut-il rappeler les conditions dans lesquelles s'est déroulé le débat - ou plus exactement l'absence de débat - sur le Mariage pour tous, où il était posé par principe qu'en être partisan était le signe d'un esprit ouvert et moderne et qu'en être l'adversaire était le fait d'une mentalité intolérante et rétrograde ?

Dans une société démocratique où le débat d'idées est censé être libre, tout se passe comme si certaines idées étaient interdites, certains sujets tabous, et certaines voix moins légitimes que d'autres puisqu'elles contreviennent à la pensée dominante, qui est la pensée des élites politiques, culturelles et médiatiques. Le mécanisme du terrorisme intellectuel n'a pas varié. Il consiste à jeter l'opprobre sur les opposants à cette pensée dominante en leur collant, explicitement ou implicitement, une étiquette qui a pour but de les réduire au silence en jetant le discrédit sur leur personne et leur propos. Ces étiquettes se traduisent par des mots - réactionnaire, raciste, fasciste, homophobe, etc. - qui n'ont plus un sens objectif : ils peuvent s'appliquer à n'importe quoi et n'importe qui afin de les disqualifier selon le principe de l'amalgame et de la *reductio ad hitlerum*. Ce qui change, en revanche, c'est l'objet du terrorisme intellectuel, puisque celui-ci est indexé sur l'idéologie dominante. Il y a cinquante ans, quand le marxisme triomphait chez les intellectuels, être anticommuniste valait de se faire traiter de « chien » par Jean-Paul Sartre. Aujourd'hui, alors que l'antiracisme et le multiculturalisme sont présentés comme des impératifs catégoriques, affirmer que l'origine et l'ampleur des flux migratoires pose un problème à la France et à l'Europe en général vaut d'être accusé de racisme.

Dans votre ouvrage *Historiquement correct*, vous rétablissiez un certain nombre de vérités que l'histoire « grand public » ne diffusait pas. Considérez-vous que les légendes noires de l'Histoire de France se sont estompées ?

J'aimerais le croire, mais ces légendes qui concernent d'ailleurs toute l'histoire occidentale et pas seulement l'histoire de France ont la vie d'autant plus dure qu'elles sont véhiculées et répercutées par de multiples canaux, depuis les manuels scolaires jusqu'aux jugements lapidaires qui émaillent les discussions de bistrot. Ce que j'ai appelé l'historiquement correct, le politiquement correct appliqué à l'histoire, vient de loin. Il a sa

propre histoire que l'on peut reconstituer, puisqu'il mêle procès contre l'Europe catholique venant des Encyclopédistes, vision négative du monde d'avant 1789 et légende dorée de la Révolution française, legs de l'école républicaine des XIXe et XXe siècles, refus de l'histoire événementielle et lecture socio-économique du passé, héritage de l'école marxiste, et enfin histoire analysée au prisme des droits de l'homme, fruit de l'individualisme ambiant. Rétablir la vérité est un travail long, et patient. Il suppose d'opposer des faits aux légendes, et surtout pas des légendes inversées, ce qui serait le contraire de la démarche historique. Avec le temps, en faisant progresser la recherche, on obtient des résultats. Les guerres de Vendée de 1793-1794, par exemple, sont beaucoup mieux connues qu'elles ne l'étaient il y a un demi-siècle, parce qu'il y a eu d'authentiques travaux d'historiens sur cet épisode dramatique, et bien rares sont ceux qui nient que la population civile vendéenne de l'époque a été victime d'une entreprise d'extermination. Autre exemple, on commence à reconnaître que la traite négrière était un système qui n'impliquait pas que les Européens, puisque certaines tribus africaines vendaient leurs frères de couleur, et qu'il a toujours existé une traite interafricaine, des hommes étant réduits en esclavage et mis en vente à l'est du continent par des trafiquants arabo-musulmans.

Comment expliquer le décalage entre le sérieux des publications historiques et la légèreté avec laquelle le cinéma et les séries télé abordent cette même histoire ?

En soi, ce décalage n'est pas nouveau. Les feuilletons écrits du XIXe siècle, quand ils campaient leur intrigue dans le passé, prenaient déjà des libertés avec l'histoire réelle. Même chose pour le théâtre ou le cinéma. Et même chose encore pour la télévision quand elle était un genre naissant. Les grandes séries télévisées historiques des années 1960 et 1970 n'obéissaient déjà pas aux canons universitaires, mais au moins y avait-il un souffle, une ambition. Du Chevalier de Maison-Rouge (1963) à Vidocq (1967) et des Cathares (1966) aux Rois maudits (1972), toute une génération y a gagné le goût de l'histoire, même si la véracité de ces films était discutable. On peut donc faire de la fiction télévisée avec une certaine exigence historique. Encore faut-il avoir le goût de l'exigence et le respect du passé, ce qui n'est guère dans l'air du temps de nos jours.

La place de l'histoire se réduit dans les programmes scolaires et se diffuse de plus en plus à la radio (Franck Ferrand), la télévision (Stéphane Bern), en librairie, dans les festivals... Comment expliquer ce paradoxe ?

Ce paradoxe n'en est pas un. Il y a même un lien de causalité direct entre l'amenuisement de la place accordée à l'histoire à l'école et le succès des bonnes émissions historiques, des biographies des grands personnages et des spectacles et reconstitutions historiques. En réalité, dans une époque bouleversée, les gens cherchent des repères, y compris dans le passé. Si l'école n'enseigne plus l'histoire de notre pays comme elle l'enseignait autrefois, ils vont chercher eux-mêmes ces repères. Ce mouvement ne fera que s'accélérer : plus on voudra nous couper de nos racines, plus elles seront prisées, par un mouvement naturel de réappropriation d'un héritage volé, occulté ou méprisé. La philosophe Simone Weil affirmait que le passé est un des plus vitaux des besoins de l'âme humaine. Que Madame Najat Vallaud-Belkacem lise Simone Weil...

Dans votre préface vous revenez sur les notions discutées de « victoire culturelle » et de « bataille des idées ». Considérez-vous que les « réacs » ont gagné ?

C'est un refrain que reprend, sur un ton dépit, la presse de gauche : la droite - ou les conservateurs, les réactionnaires, etc. - auraient gagné la bataille des idées. Or ce refrain est largement trompeur. Il est vrai, ce qui est nouveau par rapport au paysage des idées d'il y a quinze ans, que quelques figures telles qu'Alain Finkielkraut ou Eric Zemmour obtiennent de réels succès d'audience quand la télévision ou la radio leur tendent un micro, ce dont je me réjouis. Mais ces individualités demeurent des exceptions sur les ondes, et leurs propos suscitent un violent contre-feu, quand ce ne sont pas des menaces de poursuites judiciaires, parfois mises à exécution. Il est encore vrai que la pensée de gauche mouline dans le vide, mais elle continue néanmoins à mouliner... Il n'est que d'observer la façon dont sont analysés les facteurs qui conduisent des jeunes vivant en France au djihadisme pour constater que les commentateurs tournent toujours autour d'explications sociales - pauvreté, exclusion, déscolarisation, etc. - pour ne pas voir et nommer la réalité, qui est politique, culturelle et religieuse.

Non seulement le concept de « néoréac », lancé en 2002 par le livre de Daniel Lindenberg, essayiste de gauche, procède d'un amalgame réducteur - non, Pascal Bruckner ne pense pas comme Natacha Polony qui

ne pense pas comme Elisabeth Lévy et ainsi de suite - mais le fait que la haute cléricature de gauche ait disparu ou se taise n'empêche pas la basse cléricature d'être en place. Faites un sondage sur ce qu'on pense dans les salles de profs ou dans les rédactions des chaînes publiques de la loi travail ou de la question des migrants, et vous serez édifiés. Or dès lors que tous les Français passent par l'école ou regardent la télévision, ils en subissent l'influence, même si beaucoup savent aussi s'en libérer. Par conséquent, j'en suis bien navré mais, sur le terrain, la « victoire culturelle » n'est pas encore là. En dépit de tout, nous ne sommes pas sortis, culturellement parlant, du paradigme selon lequel il serait bien d'être de gauche et être de droite imposerait de s'excuser. C'est si vrai que la droite, qui ne brille pas par ses idées, fait tout pour faire oublier qu'elle n'est pas de gauche. Je ne suis pas de ceux qui croient que le clivage droite/gauche est caduc. Cette distinction structure notre vie politique depuis deux siècles, et elle n'est pas près de disparaître, même si ses frontières se sont déplacées, et même si les élites dirigeantes de droite comme de gauche communient dans un libéralisme libertaire qui les rapproche et souvent les confond.

La bataille se déroule-t-elle à l'université, dans les librairies ou dans les émissions de divertissement ?

Elle se déroule partout, puisque le politiquement correct se niche aussi bien dans les amphithéâtres des universités que dans les librairies et les studios de télévision ou de radio où les clowns d'aujourd'hui jouent les penseurs. A chacun son créneau ou son talent parmi les rebelles au politiquement correct.

Personnellement, je ne me sentirais pas à l'aise dans une émission de divertissement, mais je me félicite que des amis s'y risquent. Dans les librairies, le succès des ouvrages qui expriment des idées à contre-courant prouve que les lignes bougent dans la société, à défaut d'un changement dans la sphère politique, culturelle et médiatique. Quant à l'université, elle n'est pas monolithique. Si vous saviez les témoignages que je reçois d'historiens universitaires me remerciant pour ce que j'écris...

Le « moralement correct » est-il le même que celui que vous décriviez dans votre essai ?

Oui. Nous sommes toujours sur le coup, et nous le resterons très longtemps, de la profonde révolution intellectuelle et morale des années 1960-1970 qui a érigé en paradigme l'individu et ses droits conçus comme un absolu. Très schématiquement, on considérait naguère que l'individu devait d'abord quelque chose à la société. On considère aujourd'hui, à l'inverse, que la société doit d'abord quelque chose à l'individu. Au sein de la famille, de l'école, de l'université, de l'entreprise, dans les loisirs ou la politique, dans le rapport à la culture ou à la religion, cela a tout changé. C'est l'individu qui fixe ses propres normes du bien et du mal et qui définit ce qu'il veut ou non accepter comme contrainte collective. En d'autres termes, il n'y a plus de normes objectives et indiscutables. Mais cette révolution est paradoxalement contraignante, puisque l'absence de normes est devenue une norme, et donc une obligation. C'est cela, le moralement correct.

Vous reprenez à votre compte la citation d'Albert Camus lors de son discours de Stockholm: « *Empêcher que le monde se défasse* ». Le « vieux monde » ne s'est-il pas défait en grande partie ? N'est-ce pas le moment de reconstruire autre chose ?

Si, mais on ne reconstruira pas sur du vide. Les plus grands créateurs ne sont jamais partis de zéro. Ils étaient d'abord des héritiers, même s'ils bouscullaient l'héritage. Demain, il faudra reconstruire en s'appuyant sur les principes qui ont toujours fondé les civilisations. On ne peut faire l'économie de la réception et de la transmission, du lien entre les générations, du partage d'un héritage. En dépit de l'effondrement visible de notre société, ce qui tient encore debout repose sur des individus et des familles qui, elles-mêmes, tiennent bon sous la mitraille de l'époque. Ces forces-là sont plus nombreuses qu'on ne le croit. Elles sont la garantie de notre future renaissance. •

*Journaliste, écrivain et historien, Jean Sévillia est rédacteur en chef adjoint du Figaro Magazine. Il vient de publier Ecrits historiques de combat, un recueil de trois essais (Historiquement correct ; Moralement correct ; Le terrorisme intellectuel) qui vient de paraître aux éditions Perrin.*